

la lettre eau

Mars 2005 - n°30

Sommaire

Actualité : projet de loi sur l'eau 2005

Débîts et rivières réservés (article 4)
p.3

Aménagements hydroélectriques et risques (article 15)
p.6

A quand la restauration du principe "pollueur-payeur" ? (article 37)
p.7

Dossier

Irrigation en val d'Authion
p.9

Point de vue

Une redevance de collecte à 2 vitesses ?
p.12



FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT

Revue de France Nature Environnement

Fédération française des associations de
protection de la nature et de l'environnement

www.fne.asso.fr

"Fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement, **France Nature Environnement** rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens."

"Nouvelle loi sur l'eau 2005 : toujours la loi du milieu ?"

Retrouvez cet article de Bernard Rousseau dans "l'Ecologiste", édition française de "The Ecologist" de mars 2005, en kiosque.

✉ DIP-L'Ecologiste, 18-24 quai de la Marne, 75164 Paris CEDEX 19, contact@ecologiste.org

LA LETTRE EAU EST ÉDITÉE PAR

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

Fédération française des Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement, fondée en 1968, reconnue d'utilité publique en 1976.

Pôle ressources en eau et milieux naturels aquatiques de France Nature Environnement

6 rue Dupanloup - 45000 Orléans

☎ 02 38 62 55 90 - ☎ 02 38 62 55 91

e.mail : eau@fne.asso.fr

site web : www.fne.asso.fr

Directeur de la publication : Sébastien Genest
Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable des Politiques Eau de France Nature Environnement
Comité de rédaction : David Bernard, Delphine Grelat et Fanny Pollet

Conception & réalisation : Olivier Gaudissard
Impression : Imprimerie Nouvelle - Routage : Dautry
Crédit photo couverture : Jacques Pulou

La reproduction de textes tirés de la lettre eau est autorisée sous réserve d'en citer la source datée

TARIFS D'ABONNEMENT À LA LETTRE EAU POUR 4 NUMÉROS ANNUELS

Abonnement simple 15 €

Abonnement de soutien 20 €

La gestion des abonnements est informatisée. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'information et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur les données vous concernant. Ce droit peut s'exercer exclusivement sur demande écrite auprès du secrétariat de la revue.



édito



Pour une eau vivante : citoyens, rebiffez-vous, sortez de l'éprouvette !

Été 2003 : l'Europe étouffait sous la canicule. Quinze août 2004 : changement de temps, changement de décor, il pleuvait des cordes, le mildiou passait à l'attaque, le ballet des pulvérisateurs de pesticides remplissait l'espace sonore de la vallée de la Loire.

Les turbines de pulvérisation s'entendaient de loin, rotation poussée à l'extrême, vrombissements puissants dans le style d'Apocalypse Now, il suffisait de trois gouttes de pluie pour que reparte cette ronde de la purification dont le mot d'ordre aurait pu être : mort à la tavelure !

On pulvérise pour un oui ou pour un non, jusqu'à quarante fois par an sur les arbres fruitiers. Quand un tracteur repart cuve vide, d'autres arrivent pour traiter les pommiers, les poiriers qu'ils enveloppent dans un nuage coloré d'aérosol qui monte haut pour finir par se disperser dans l'environnement.

Rien n'échappe à ce nuage, les sols, les rivières, les nappes d'eau souterraines, les montagnes, les mers, les neiges, les villes, mais le premier des pulvérisés : c'est l'homme sans protection sur son tracteur qui prend des risques pour sa santé, ce que montrent les statistiques de la Mutualité Sociale Agricole qui enregistre pour les agriculteurs un taux anormalement élevé de maladies comme le cancer.

Sécheresse ou pluie, ce sont environ 100 000 tonnes de matière active qui sont vendues chaque année. En 2002, selon l'UIPP (1), ce chiffre était tombé à 85 000 tonnes de phytosanitaires pour un montant de 1,87 milliards d'euros, chiffre très proche du montant des redevances des agences de l'eau pour une année.

La Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), collectée au titre de la lutte contre les pesticides, abonde le budget de l'État de 40 millions d'euros par an. Avec la loi eau de 2005, elle sera remplacée par une redevance pollution diffuse qui sera versée aux agences de l'eau par le revendeur de ces produits. Logiquement le vendeur répercutera sur l'acheteur cette redevance pesticides, elle apparaîtra en clair sur la facture de l'acheteur qui, sensibilisé là où il est le plus réceptif, devrait réduire ses dépenses, donc sa pollution.

Sauf que 40 millions d'euros représentent environ 2% du budget pesticides annuel, de l'ordre de grandeur de la fluctuation des prix, ou encore du taux d'inflation, ce qui laisse très sceptique sur l'efficacité d'un tel dispositif. D'ailleurs, depuis que la TGAP pesticides est entrée en application, a-t-on noté une amélioration objective de la qualité des cours d'eau ?

Mais ces dispositions bien timides, plus "le plan santé", doivent inquiéter l'UIPP qui lance dans une dizaine d'hebdomadaires une nouvelle campagne de publicité intitulée : **"Et vous que connaissez-vous des pesticides ?"**

Déjà en mars 2004, dans une précédente campagne publicitaire dans "Le Monde" et "Le Nouvel Observateur", dans un texte qualifié de lettre ouverte s'adressant au lecteur, l'UIPP revendiquait **"d'être digne de votre confiance"**, et affirmait que ces produits : **"utilisés dans le cadre des bonnes pratiques, n'ont pas d'effets sur la santé humaine et préservent l'environnement"**.

Sauf que l'on retrouve ces molécules partout, comme le montrent les divers travaux de l'IFEN (2) et des GREPPES (3). Nous en respirons, nous en buvons, nous en croquons et, comme le scandent de plus en plus de spécialistes (4), cela est néfaste pour notre santé, pour la santé publique, et aussi faut-il le rappeler pour la sécurité sociale. L'intrusion des pesticides dans notre environnement doit être combattue : **citoyens rebiffez-vous, sortez de l'éprouvette, et des publicités payantes de l'UIPP !**

Bernard Rousseau
Ancien Président de France Nature Environnement
Responsable des politiques eau

(1) UIPP : Union des Industries de la Protection des Plantes.

(2) IFEN : Institut Français de l'Environnement.

(3) GREPPES : Groupes Régionaux pour l'Etude de la Pollution par les Produits Phytosanitaires des Eaux et des Sols.

(4) Comité de la Prévention et de la Précaution "Risques sanitaires liés à l'utilisation de produits phytosanitaires".

L'hydroélectricité, en tant qu'énergie renouvelable, présente un certain nombre d'avantages par rapport à l'exploitation des dernières ressources pétrolières disponibles. Cependant, cette activité traîne également son lot de nuisances, en particulier liées aux modifications du régime naturel d'écoulement des eaux (tronçonnage des rivières, modifications brutales de débit, etc.). La multiplication des barrages a d'ores et déjà gravement lésé les rivières françaises, et il convient aujourd'hui de préserver au mieux les eaux de surface encore en bon état, d'autant plus que le potentiel énergétique d'un pays déjà très aménagé, tel que la France, serait de toute façon modeste au regard des besoins actuels.

Débits réservés : vers l'abaissement des gardes fous ?

Actuellement, trois articles de loi forment la pierre angulaire de la protection des cours d'eau de notre pays contre les excès de l'hydroélectricité (1). Le projet de loi sur l'eau par son **article 4 et ses quatre alinéas**, sont amenés à remplacer l'article L 232-5 du Code de l'environnement et menace donc les textes existants avec leur édifice réglementaire et jurisprudentiel patiemment construit depuis plus de 20 ans.

Le **premier alinéa** reprend l'article L 232-5 mais supprime la nécessité d'un décret pour abaisser le seuil à **1/20^{ème} du module** (débit moyen interannuel) dans les cours d'eau de module supérieur à 80 m³/s. La nouveauté réside dans sa très sibylline dernière phrase (2) que nous associons aux cas où le tronçon court-circuité par l'aménagement est asséché par des pertes.

Modification des débits des rivières

Un barrage, dont la vocation première est le soutien d'étiage, doit être rempli l'hiver. La rivière perd alors une bonne partie de son débit au profit de l'ouvrage, alors qu'en été, elle bénéficie d'un débit supérieur à la normale ! L'artificialisation des débits a des conséquences très néfastes sur la biologie des cours d'eau.

La détermination d'un débit minimum calculé sur la base du module, certes indispensable, ne saurait cependant à elle seule prévenir les incidences d'un barrage sur la biodiversité, telles que la destruction de frayères des poissons, la mise à sec des espèces benthiques..., lors de variations artificielles du débit et aussi la pollution thermique liée au réchauffement de la retenue d'eau, etc.

Le **deuxième alinéa** est le plus inquiétant puisqu'il permet de déroger à la règle du 1/10^{ème} du module en respectant toutefois cette limite en moyenne annuelle. Ce texte d'interprétation finalement complexe aurait la signification suivante (3) : "Si toutes choses égales par ailleurs, on abaisse le débit réservé au 1/40^{ème} du module pendant X jours alors on peut compenser par un débit de réservé de 1/10^{ème} + 3/40^{ème} soit 7/40^{ème} pendant X jours."

La fixité calendaire des plages à débit réservé constant n'est pas explicite, l'existence d'un seuil minimal n'est pas évoquée (4). Comme actuellement le débit réservé octroyé est presque toujours calé sur le minimum légal du 1/10^{ème} du module quel que soit le contenu de l'étude d'impact, nous restons attentifs à ces seuils minimaux futurs, ici absents. Certes, cette dérogation est limitée par les besoins des biocénoses aquatiques, mais l'appréciation de ces derniers étant fonction des pressions exercées par le pétitionnaire, nous ne voudrions pas que ce soit aux Associations à édifier devant les tribunaux un seuil minimal oublié par la loi !

Le **troisième alinéa** ne change rien par rapport à l'article L 232-5.

Le très important **quatrième alinéa** impose pour les installations existantes l'application de l'article 4 dès le 22 décembre 2013 alors que l'article actuel n'instituait qu'une résorption progressive de la différence entre valeur du débit réservé et minimum légal. Le Rhône perdrait son statut international reconnu par l'article L 232-5 qui l'exemptait de l'application de cet article : la modification de la concession du Rhône est passée par là et beaucoup d'ouvrages du haut Rhône sont rentrés dans le rang, le bas Rhône restant à la traîne. Une bonne chose pour finir : le texte de loi exclut tout dédommagement pour ces prélèvements qui interviendront pourtant avant l'échéance de nombreuses concessions.



La Romanche au péage de Vizille (38) réduite au 1/40^{ème} du module
Crédit photo : Jacques Pulou

(1) L'article 2 de la loi du 16 octobre 1919 (modifiée par la loi du 15 juillet 1980 sur les économies d'énergie et l'utilisation de la chaleur) et l'article L232-6 du Code de l'environnement (introduit suite à la loi pêche du 29 juin 1984) instituent chacun un classement protégeant certains cours d'eau. L'article L232-5 du Code de l'environnement institue un débit réservé pour chaque prise d'eau (le débit réservé est le débit laissé à l'aval d'une prise d'eau quand le débit à l'amont de la prise est supérieur). (2) "Toutefois pour les cours d'eau ou les sections de cours d'eau présentant un fonctionnement atypique rendant non pertinent la fixation d'un débit minimal dans les conditions prévues ci-dessus, le débit minimal pourra être fixé à une valeur inférieure". (3) Acceptera-t-on des prescriptions telles que : "Si toutes choses égales par ailleurs, on baisse la valeur du débit réservé au 1/80^{ème} pendant X jours alors il faudra compenser par un débit de réservé de 1/10^{ème} + 3/40^{ème} soit 7/40^{ème} pendant 2X jours."? (4) En termes plus concrets est-ce que cette disposition serait légale ? "Si, toutes choses égales par ailleurs, on baisse la valeur du débit réservé à 0 pendant X jours alors il faudra compenser par un débit de réservé de 1/10^{ème} + 1/10^{ème} soit 1/5^{ème} pendant X jours."

Projet de loi sur l'eau 2005

Débits et rivières réservés (article 4)

Alors que la règle du 1/10^{ème} du module apportait un certain équilibre, cet article 4 aurait des impacts significatifs pour de nombreux cours d'eau. Les tarifs d'achats de l'électricité orienteront les nouveaux débits réservés modulés annuellement : comme le tarif d'achat est nettement plus élevé d'octobre à mars, on aura six mois d'hiver avec un débit réservé par exemple au 1/40^{ème} du module et, sur les six autres mois de l'année, le 7/40^{ème} de façon à respecter la moyenne annuelle. Une telle démarche n'est acceptable que si l'étiage hivernal de la rivière est proche de 1/40^{ème} ce qui exclut les cours d'eau de montagne dont l'étiage est souvent largement supérieur au 1/10^{ème} du module.

Éliminer ainsi les cours d'eau les plus énergétiques réduit encore un gain en kWh déjà faible, mais resteraient les cours d'eau soumis à des étiages sévères, les cours d'eau de plaine, de massifs imperméables de basse altitude, méditerranéens. Malheureusement ces cours d'eau présentent de hautes eaux en saison froide ce qui rend l'abaissement hivernal des débits réservés peu opérant. Le débit réservé d'été peut être abaissé, mais les tarifs d'achat sont moins intéressants et l'allongement de l'étiage en période chaude est risqué.

Notre environnement naturel risquant de ne pas peser très lourd nous devons demander et obtenir un garde fou en rajoutant à l'alinéa II une phrase telle que : "La valeur minimale du débit réservé en toute saison ne peut être inférieur au débit d'étiage estimé par le QMNA5".

QMNA 5

Le QMNA5 est le débit de référence défini au titre 2 de la nomenclature figurant dans les décrets n°93742, 93743 du 29/3/1993, d'application de la loi sur l'eau du 3/1/1992. Le QMNA le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A) est calculé à partir d'un mois calendaire à la différence de VCN30 (débit minimal sur 30 jours consécutifs) qui peut être à cheval sur 2 mois (exemple du 9/9 au 8/10). Le QMNA 5 ans est la valeur du QMNA ayant la probabilité statistique 1/5 de ne pas être dépassé une année donnée.

Quelles protections réglementaires pour nos cours d'eau ?

Après avoir valorisé à plus de 95% son potentiel hydroélectrique, notre pays s'est doté de deux classements de (tronçons de) rivières pour maintenir à l'état de relique la vie de nos cours d'eau. Le premier ("rivières réservées") interdit toute nouvelle chute sur les tronçons classés, l'autre ("régime des échelles à poissons") impose à tous les ouvrages sur les tronçons classés d'être muni de dispositif de franchissement.

Le rapport Cochet de septembre 2000 en accusant ces classements d'être la cause de la stagnation de l'hydroélectricité, a focalisé l'attention des pouvoirs publics sur ces mesures de protection. Afin de les restreindre, l'article 4 du projet de loi propose deux nouveaux classements : un au premier paragraphe remplaçant les "rivières réservées", l'autre au deuxième paragraphe pour se substituer au régime des "échelles à poissons".

Fait positif, ces classements seraient instaurés à l'initiative de l'Etat au niveau du bassin alors que les classements précédents avaient été établis sur une base "départementale".

Le "nouveau classement rivières réservées"

Deux avancées positives : d'une part, ce classement serait opposable à tous les obstacles néfastes à la "continuité écologique" et pas seulement ceux liés à hydroélectricité comme le classement actuel, d'autre part c'est l'impact prévisible sur le milieu naturel qui serait le critère limitant les améliorations apportées aux ouvrages existants et non la hauteur du barrage. Cette disposition peut permettre d'obtenir un peu plus d'énergie à impact faible ou nul.

Ces avancées sont hélas contrebalancées par les deux critères de sélection des cours d'eau :

- ▶ soit répondre au "très bon état écologique" (au sens de la Directive Cadre "DCE") (5),
- ▶ soit nécessiter la protection absolue des poissons migrateurs amphihalins (6) (leur présence ne semble pas requise).

Ces deux critères excluent de fait la grande majorité des eaux courantes soit parce qu'elles n'atteignent pas le très bon état écologique, soit parce qu'elles n'ont pas vocation par nature ou par choix politique à abriter des espèces amphihalines (même si leur présence n'est pas effective).



Le Grand Buech (05) en bon état dans sa section réservée
Crédit photo : Jacques Pulou

(5) Voir anciens articles de la Lettre Eau sur la DCE: n°26 (mars 2004), n°25 (décembre 2003), n°23 (avril 2003).

La Directive européenne 2000/60/CE du 23 octobre 2000 ; établit un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. Elle fixe notamment aux pays membres un objectif de bon état physico-chimique et biologique des cours d'eau à l'horizon 2015.

(6) Poissons migrateurs effectuant leur cycle biologique alternativement en eau douce et en eau de mer. La réglementation (décret 94-157 du 16/2/1994) mentionne le saumon atlantique, les aloses grande et feinte, les lamproies marine et fluviatile, de l'anguille et de la truite de mer en ignorant un certain nombre d'espèces comme l'esturgeon....



Barrage de la Trinité sur la Séveraise (05) avec sa passe à poissons
Crédit photo : Jacques Pulou

Dans le district Rhône et Côtiers Méditerranéen, seules 32 % des masses d'eau superficielles atteindront le bon état écologique en 2015 dont une faible partie répond au "très bon état écologique" qui caractérise l'absence de tout effet d'activités humaines, fait rarissime limité à certaines têtes de bassin. Le texte du projet de loi exclut de fait la très grande majorité des cours d'eau et ce n'est pas la présence de l'aloise et de l'anguille, espèces peu médiatiques, historiquement limitées à l'axe Rhodanien, à ses affluents de premier rang et à quelques Fleuves côtiers qui inversera une orientation catastrophique.

Le nouveau régime "des échelles à poissons"

Les critères d'établissement de cette seconde liste étendent ceux de l'actuel régime des échelles à poissons au-delà des exigences propres aux poissons migrateurs (au contraire du classement précédent, toutes les espèces migratrices (7) sont visées et pas seulement les espèces amphihalines...). La continuité écologique et le transit des "débits solides" seraient des objectifs à atteindre. Enfin, comme actuellement, les ouvrages existants, au moins certains d'entre eux, pourraient se voir contraints à se munir de dispositifs de franchissement sous un délai de 5 ans (8). Certains de ces cours d'eau classés pourraient également bénéficier de modifications ou de retrait de certaines usines.

Au final, deux dispositifs distincts

En dépit de l'engagement à un régime de protection unique remplaçant à la fois les rivières réservées et le régime des échelles à poissons, c'est bien à deux dispositifs distincts, peu différents dans la forme au dispositif actuel, auxquels on aboutirait.

Sur le fond, si l'élargissement du régime des "échelles à poissons" ne pose pas a priori de problèmes importants et peut même apporter des innovations positives, la réforme des rivières réservées est dangereuse car elle limite très fortement les cours d'eau potentiellement classables.

Sans nier certains défauts des classements actuels (qui résultent du bras de fer permanent avec les usiniers et souvent des pouvoirs publics locaux), ni les rares avancées du texte actuel, cette restriction extrême du champ d'application conduira à des pertes considérables du patrimoine naturel. Dans cette affaire, l'essentiel a visiblement été oublié et le présent projet de loi éliminerait la seule possibilité de limiter les impacts de l'hydroélectricité au niveau actuel déjà incompatible avec les objectifs de la DCE (9).

Le projet se focalise sur le franchissement des obstacles et des migrateurs alors même que les impacts de l'hydroélectricité débordent les mesures compensatoires chichement octroyées et justifie pleinement le classement "rivières réservées". Vouloir limiter ce classement aux seuls cours d'eau en très bon état témoigne d'une approche de la protection de la Nature que je qualifierais de "mise sous cloche" d'un patrimoine identifié comme "à préserver" et qui, bien sûr, aurait le bon goût de rester aussi restreint que possible. Un tel point de vue est récusé par les Associations de Protection de la Nature. Au lieu de forcer la Nature et l'Homme à un tel régime d'apartheid, il vaudrait bien mieux s'interroger sur une gestion équilibrée et durable de notre environnement naturel qui respecte partout un certain niveau d'exigence conformément au "bon état écologique" ou "au bon potentiel" promu par la DCE.

Dans ces conditions si l'exploitation volontairement limitée des cours d'eau n'est à exclure a priori nulle part, le harnachement de nos rivières jusqu'à leur mort biologique doit être évité partout où il en est encore temps. Pour cela, l'examen des cours d'eau au cas par cas comme l'y invite la formulation actuelle du texte est inadapté. Si le législateur voulait faire preuve d'innovation, il tenterait de promouvoir une démarche de classement à l'échelle de territoires hydrologiques pertinents pour le cycle de vie des espèces cibles (ici les poissons) et qui déterminerait à cette échelle sans a priori ni contrainte les protections nécessaires. Mais peut-on faire preuve d'innovation lorsque des lobbies bien organisés font antichambres à Paris comme à Bruxelles ?

Jacques Pulou
Membre du bureau du Comité
de Bassin Rhône-Méditerranée-Corse



La Bourne (26 et 38) risque de ne pas atteindre le bon état en 2015
Crédit photo : Jacques Pulou

(7) Aucune définition réglementaire des espèces migratrices analogue à celles des espèces amphihalines. Dans le classement actuel à la liste "amphihalins" s'adjoint la Truite fario, l'ombre et le brochet, mais une vingtaine d'espèces fréquentent les passes des grands fleuves.

(8) Cela prête à sourire car ce délai a largement excédé les 5 ans ... s'il ne court pas encore !

(9) Article 2 du projet de loi (présence de migrateurs amphihalins requise) "L'enjeu principal est le respect des objectifs de la DCE, en particulier atteindre en 2015 le bon état écologique sur les trois quarts des masses d'eau, alors qu'aujourd'hui on ne peut raisonnablement envisager atteindre cet objectif que sur la moitié". (préambule du projet de loi) alors que dans le district Rhône-Méditerranée-Corse à peine un tiers des cours d'eau atteindront le "bon état".

Projet de loi sur l'eau 2005

Aménagements hydroélectriques et risques (article 15)

L'accident du Drac en 1995, qui a causé la disparition de 6 enfants et de leur accompagnatrice a attiré l'attention sur les risques présentés par l'hydroélectricité. Cette prise de conscience s'est traduite pour le public par une interdiction d'accès à plusieurs dizaines de kilomètres de cours d'eau, interdiction instaurée par l'Etat de façon autoritaire, et qui perdure aujourd'hui.

Un peu de technique

A la suite de cet accident, les situations à risques (entraînant des variations de débit et de hauteur d'eau en aval) ont été identifiées et leur origine entre dans quatre catégories : les lachures d'exploitation, les éclusées, les chasses et les déclenchements de groupes.

Les **lachures** d'exploitation sont des manœuvres volontaires de vannes en réponse à des phénomènes exceptionnels (par exemple, un épisode de crues peut nécessiter des lachures pour éviter la ruine d'un ouvrage par submersion). C'est une opération de ce type qui a entraîné le drame du Drac.

Les **éclusées** correspondent aux ouvertures volontaires des vannes, en général programmées à l'avance, à des fins énergétiques.

Les **chasses** consistent en une ouverture volontaire manuelle ou automatique rapide de vanne de vidange d'un plan d'eau destinée à provoquer l'entraînement vers l'aval des sédiments qui y sont bloqués. Ces opérations sont déclenchées lorsque les conditions hydrologiques sont favorables.

Toutes ces manœuvres entraînent de brutales variations de débit. Le caractère volontaire des trois catégories précédentes permet d'en réduire les risques par des contraintes d'exploitation.

Les **déclenchements de groupe** sont, au contraire, des situations involontaires et imprévisibles généralement consécutives à des incidents sur le réseau. Un déclenchement conduit à l'arrêt immédiat du groupe et la suppression de toute dérivation. Le risque pour les personnes stationnant dans le lit dépend du type et des caractéristiques de l'installation, de son fonctionnement ainsi que de la morphologie du cours d'eau. Un déclenchement provoque des déversements temporaires parfois violents limités à la vidange des ouvrages d'amenée : cheminée d'équilibre, déversoir, déchargeurs. Dans ce cas, des interdictions d'accès ponctuelles suffisent à éviter les accidents.

En revanche, lorsque l'exploitation ne dispose pas de réservoir et fonctionne en dérivation au fil de l'eau, le déclenchement provoque instantanément le déversement à la prise du débit turbiné et le débit parcourant le tronçon court-circuité s'accroîtra brutalement (1). Ce dernier cas est difficile à traiter et touche des installations "au fil de l'eau (2)" anciennes très fortement équipées, mais aussi de modernes "petites centrales hydrauliques" qui peuvent être très puissantes (3). L'interdiction d'accès au lit sur des kilomètres est souvent la seule mesure adéquate si l'on se refuse à modifier profondément l'installation.

L'article 15 du projet de loi

Cet article prévoit la possibilité d'instaurer des "servitudes d'utilités publiques relatives à l'utilisation du sol" lorsqu'un ouvrage nouveau présente "un danger pour la sécurité publique... La délimitation du périmètre et le contenu de ces servitudes sont soumis à l'enquête publique". La liste des servitudes proposées (4) ne comprend pas l'interdiction d'accès au cours d'eau ce qui accrédite le caractère temporaire de telles interdictions... alors même qu'elles perdurent depuis presque 10 ans dans plusieurs départements. "Ces servitudes peuvent être instituées pour les ouvrages hydrauliques existants" ce qui suggère l'absence d'enquête publique pour les aménagements existants.

Le projet prend bien la mesure des risques mais une enquête publique nous semble nécessaire y compris pour les aménagements existants. Nous proposons également de re-examiner les interdictions actuelles d'accès à certains cours d'eau avec la nécessité pour les exploitants de trouver rapidement une solution moins contraignante pour le public.

Jacques Pulou
Membre du bureau du Comité de Bassin
Rhône-Méditerranée-Corse



Barrage des Roberts sur la Romanche (38), attention danger!
Crédit photo : Jacques Pulou

(1) Par exemple, la centrale des Roberts sur la Romanche dérive au maximum autour de 40 m³/s alors que le débit réservé est de 1 m³/s. Son déclenchement peut faire passer le débit en aval de 1 à 40 m³/s ! (2) Barrage au fil de l'eau : type d'aménagement en dérivation sans réserve d'eau proprement dite. Un rehaussement du niveau de l'eau est généralement nécessaire à alimenter le bief menant à la centrale de production d'électricité. Un débit minimum (débit réservé) doit cependant être assuré dans le lit mineur du cours d'eau, pour permettre à la vie aquatique de perdurer dans des conditions acceptables. (3) Seuils de l'obligation d'achat à 12 MW et de la Directive SER de 10 MW. (4) Titre II du nouvel article L. 214-4-1 proposé par l'article 15.

A quand la restauration du principe "pollueur-payeur" ? (article 37)

Si le projet de loi redonne une nouvelle légitimité au système des redevances, et justifie l'intervention des agences dans la lutte contre les pollutions diffuses et la gestion des milieux naturels, il marque aussi un recul du principe "pollueur-payeur" et l'affirmation d'une logique budgétaire permettant d'assurer le fonctionnement des agences.

Les nouvelles redevances ne contribueront donc que très peu à l'atteinte du bon état. En effet, ce qui faisait la force de la loi 1964, c'était la volonté d'aller de l'avant des usagers concernés à l'époque. Or aujourd'hui, en obtenant la suppression des redevances nitrates et consommation, les agriculteurs ont largement affaibli la portée de la réforme.

Vers un système plus légitime ?

L'inconstitutionnalité du système des redevances issu de la loi de 1964 est une des raisons de cette nouvelle loi sur l'eau. En effet, le risque de censure constitutionnelle rendait impossible toute évolution des textes régissant les recettes des agences de l'eau et l'application du principe "pollueur-payeur". Le projet de loi instaure un contrôle et un encadrement budgétaire par le parlement, qui devrait permettre au système de retrouver sa légitimité.

Si cette attente est satisfaite, reste à savoir si cette évolution va contribuer à atteindre les objectifs fixés par la Directive européenne n° 2000/60 du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique commune dans le domaine de l'eau, dite "Directive Cadre (DCE)", c'est-à-dire :

- parvenir à terme de quinze ans au bon état écologique des eaux,
- réduire, voire supprimer, les rejets de substances dangereuses,
- faire participer le public à l'élaboration et au suivi des politiques,
- tenir compte du principe de récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau.

Mais aussi, à résoudre des problèmes plus spécifiques à l'hexagone, comme celui des pollutions diffuses d'origine agricoles (pesticides et nitrates), l'assèchement de nos rivières en été par des prélèvements intempestifs, ou le bon fonctionnement des réseaux d'eau et d'assainissement, ou d'assainissement collectif, en particulier en milieu rural.

Pour la nouvelle loi l'objet de ces redevances est d'assurer le financement du programme des agences de l'eau. Le principe "pollueur-payeur", pourtant à la base du système des redevances ou celui de récupération des coûts, est absent du texte de loi. Pour le gouvernement, le système de redevances constitue surtout un outil pour collecter l'impôt plutôt qu'un levier pour inciter les usagers à réduire leurs rejets de substances polluantes ou diminuer leurs prélèvements dans les ressources naturelles. Le gouvernement souhaiterait-il abandonner le principe "pollueur-payeur" ?

Le montant maximum des dépenses accordées (et donc des recettes) aux agences de l'eau pour les années 2007 à 2012 est de 12 milliards d'euros. Le total des contributions des agences de l'eau aux ressources financières de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) ne pourra excéder 108 millions d'euros par an. L'exposé des motifs, n'indique pas la manière dont ce montant a été calculé, on peut penser que le cadrage est purement fiscal et correspond à peu de choses près à la reconduction pure et simple du budget actuel des agences. En revanche, le projet de loi prévoit "qu'un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et des finances pris après avis du comité national de l'eau fixe, pour chaque agence de l'eau, le montant des dépenses et leur répartition par grand domaine d'intervention".



Exploitation agricole
Crédit photo : Eaux et Rivières de Bretagne

La valse des redevances

D'une manière générale, les nouvelles redevances sont modulables, à l'intérieur des plafonds fixés par la loi, en fonction des priorités, des territoires et des redevables. Elles sont fixées par les comités de bassin sur proposition du conseil d'administration de l'agence, ce qui constitue une innovation, purement sémantique, par apport à l'ancienne loi qui prévoyait un avis conforme du comité de bassin...

Projet de loi sur l'eau 2005

A quand la restauration du principe "pollueur-payeur" ? (article 37)

Les agences de l'eau pourront aussi percevoir, à la demande d'un Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) et pour le compte de celui-ci, des redevances instaurées par cet EPTB. Cette disposition donne ainsi naissance à une nouvelle "collectivité territoriale" capable de fixer et de collecter l'impôt. Il est vrai que, depuis l'apparition des intercommunalités, notre paysage institutionnel, nettement clarifié, manquait de cette nouvelle entité susceptible de satisfaire les ambitions de quelques potentats locaux, en dehors de tout contrôle citoyen.

La loi indique que les redevances pour pollution de l'eau sont dues par toute personne publique ou privée, dont les installations, activités ou travaux sont à l'origine d'un déversement, écoulement, rejet, dépôt direct ou indirect de matières de toute nature. Elle distingue les pollutions d'origine domestique qui font l'objet d'une redevance d'un montant maximum de 0,5 euro par m³ d'eau consommé et qui sont facturés à l'abonné, et collectés par l'exploitant du service public de distribution de l'eau.

Une prime est versée à l'organisme qui assure l'assainissement en fonction de "l'épuration" ou aux communes qui assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Ce nouveau mécanisme simplifie le système complexe de la contre-valeur et devrait permettre de financer le contrôle des installations d'assainissement non collectif, et d'inciter le gestionnaire de l'assainissement à assurer une bonne épuration.

Concernant les personnes privées (c'est-à-dire les entreprises), le "déversement" par les agriculteurs de nitrates ne fait miraculeusement pas l'objet d'une redevance !! Comme nous l'indiquions dans notre dernier numéro le lobby agricole a une fois de plus obtenu gain de cause, au détriment de la qualité des eaux. La loi exclut aussi une fois de plus les pollutions par les radios-nucléides.

Pour compenser le manque de ressources financières lié à la disparition du coefficient de collecte, le gouvernement propose de créer une redevance pour réseau de collecte des pollutions domestiques ou non domestiques, dont le taux maximum est de 0,30 euro par m³ (1).



Champ de maïs

Crédit photo : Eaux et Rivières de Bretagne

Notons que les industriels bénéficient d'un taux moins contraignant que les particuliers et que, nouveauté du tout dernier projet de loi, ce taux ajustable ne pourra en aucun cas être supérieur à la moitié de celui appliqué aux citoyens lambda.

Quand à la TGAP sur les produits phytosanitaires, elle est transformée à compter du 1er janvier 2007 en redevance pour pollutions diffuses, d'un montant maximum de 1,2 euro par kg de matière active et concerne les produits antiparasitaires d'origine agricole, mais aussi les autres biocides. Cette disposition devrait légitimer définitivement l'intervention des agences dans la lutte contre les pollutions diffuses même si un article de la loi précise que l'usager des matières actives pourrait bénéficier d'une prime pour bonnes pratiques. Outre le fait qu'elle ne nous apparaît pas souhaitable, cette disposition paraît dans sa rédaction actuelle impossible à mettre en place concrètement.

La loi instaure aussi une redevance ayant pour titre "prélèvement et consommation d'eau", mais bizarrement, dans les articles suivants le mot consommation a disparu. Il s'agit en fait d'une redevance sur les prélèvements, dont les montants maxima sont les suivants :

Usages	Catégorie 1 (euro/m ³)	Catégorie 2 (euro/m ³)
Irrigation (sauf irrigation gravitaire)	2	3
Irrigation gravitaire	0,10	0,15
Alimentation en eau potable	9	10
Refroidissement des centrales de production électrique	0,35	0,5
Alimentation d'un canal	0,015	0,03
Autres usages économiques	3	4

Ainsi, comme le montre le tableau ci-dessus, la loi maintient pour les agriculteurs, une redevance réduite par rapport à celle des consommateurs, qui ne tient pas compte de l'eau restituée au milieu naturel, ni du caractère saisonnier des étiages. Ainsi, outre le fait que le plafond actuel est inférieur aux taux pratiqués par l'agence de l'eau Adour Garonne (actuellement de 4,5 euros/m³), elle n'aura aucun caractère incitatif ni pédagogique pour modifier le comportement des agriculteurs. Le projet de loi constitue donc dans ce domaine un important retour en arrière.

La nouveauté, qui elle est plus intéressante, est constituée par la redevance pour obstacle due par toute personne possédant un ouvrage constituant un obstacle continu joignant les deux rives d'un cours d'eau. Elle devrait permettre, même si elle ne concerne pas les ouvrages de petite taille (inférieurs à 5 mètres de chute) et que son montant est faible, de légitimer l'action des agences dans la protection et la gestion des milieux naturels.

Frédéric Cameo-Ponz
Représentant des associations de protection
de la nature et de l'environnement
au conseil d'administration
de l'Agence de l'eau Adour Garonne

(1) Voir l'article en dernière page sur la redevance de collecte.

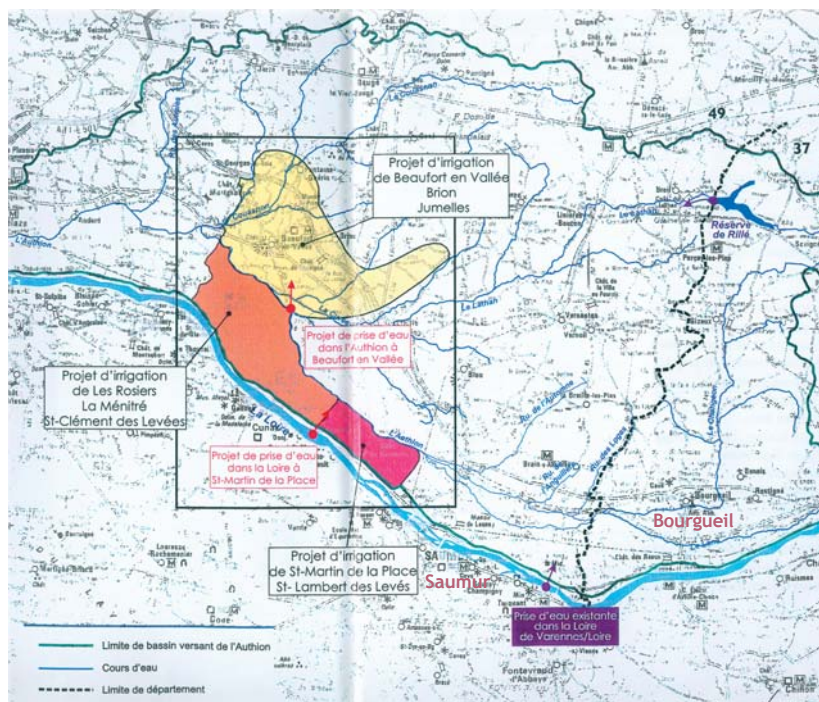
Irrigation en Val d'Authion, un modèle de développement non durable

A une époque où la gestion équilibrée de l'eau devient un enjeu prioritaire et où le développement durable est sur toutes les lèvres, l'Entente Interdépartementale pour l'Aménagement du val d'Authion s'en soucie à sa façon : elle se lance dans un vaste programme d'irrigation, dont la pierre angulaire repose sur un prélèvement d'eau de Loire de 3,4 m³/s (dans un premier temps) en lieu et place des 1,5 m³/s précédemment autorisés. Et, ironie des méandres administratifs, le Préfet, aux termes d'une instruction expresse, va autoriser plus qu'il n'est demandé, appliquant là sans doute le principe de précaution ! Sur les bords de Loire, les Shadocks régissent toujours la gestion de l'eau : Pomper, pomper toujours plus, et après ?

Un polder en Anjou

Le val d'Authion, d'une superficie de 40000 hectares, est situé en rive droite de la Loire et est séparé de celle-ci par une levée datant du Moyen-Âge, régulièrement rehaussée et renforcée, qui n'apporte malgré tout qu'une garantie relative en regard de grandes crues du fleuve. Ce val a la caractéristique d'avoir son propre réseau de rivières (l'Authion et ses affluents), partiellement sur la nappe alluviale de la Loire. A l'aval de ce bassin versant, des portes empêchent le refoulement du fleuve dans le val en période de crues ligériennes, tandis que les crues propres à l'Authion sont régulées via une station d'exhaure qui rejette les eaux jugées excédentaires vers la Loire.

Dans les années 60/70, l'ambition locale a été de transformer ce val en un territoire d'agriculture "à forte valeur ajoutée" (production de semences, horticulture, maraîchage, etc). De cette époque datent ces aménagements hydrauliques et la rectification du cours naturel de l'Authion, transformé en un canal plus ou moins rectiligne, dévégétalisé en ses rives, réservoir superficiel pour l'irrigation, sous la houlette de l'Entente interdépartementale pour l'aménagement du bassin de l'Authion et la mise en valeur de l'Authion (réunion des conseils généraux de Maine-et-Loire et d'Indre-et-Loire)... C'est le début de tous les maux auxquels ce bassin est confronté. L'évolution des pratiques agricoles n'a fait que les accentuer avec la maximalisation des rendements, l'utilisation excessive d'intrants et une irrigation intensive qui met à contribution les eaux de surface du bassin versant, mais aussi la nappe alluviale de la Loire et la nappe profonde du Cénomanien... Ceci d'une manière totalement anarchique sans que soient bien identifiés le nombre et le type de prélèvements.



Localisation de la vallée de l'Authion (49)

Source : Entente Interdépartementale Vallée de l'Authion, étude d'impact

Récepteur des excès d'azote, de phosphore, de pesticides et autres produits chimiques (fruits naturels de l'agriculture "compétitive"), le milieu biologique est aujourd'hui totalement dégradé et les lentilles d'eau prolifèrent à foison en période chaude. Chaque été, elles sont d'ailleurs relarguées avec leur cocktail chimique en Loire, exutoire naturel des conséquences de l'artificialisation complète de l'Authion.

Un projet en trompe l'oeil

En 2003, un projet d'irrigation, prétendu "de nouvelle génération" (sic), est sorti des cartons avec, pour principaux objectifs, de :

- remplacer les prélèvements souterrains dans le Cénomanien (réservé selon le SDAGE pour l'alimentation future en eau des populations) par des prélèvements superficiels dans l'Authion,
- améliorer la distribution de l'eau vers les sites irrigués, pour s'affranchir des pertes par infiltration et évaporation du réseau actuel à ciel ouvert,
- garantir un débit minimal favorable à l'amélioration de la qualité physico-chimique et biologique de l'Authion.

Ceci conduit l'Entente interdépartementale à solliciter une autorisation de prélèvements d'eau en Loire, pour transfert dans l'Authion, à hauteur de 3,75 m³/s au lieu des 1,5 m³/s actuels.

Irrigation en val d'Authion

Les objectifs du programme sont certes louables, mais les moyens largement illusoire. Loin d'un développement durable, ce projet conduit tout droit à une intensification des dérives agricoles actuelles, sacrifiant une nouvelle fois l'environnement. Car le dossier est orienté vers une justification maximaliste des besoins en eau.

La Mission déléguée de bassin, consultée en mai 2004 sur ce projet pharaonique, n'a d'ailleurs pas manqué de constater *"l'absence de justification précise et complète des débits et volumes en jeu, nécessairement appuyée sur une description du fonctionnement de l'hydrosystème global de l'Authion, mettant notamment en lumière les interactions entre les différentes ressources sollicitées (Cénomanien, nappe alluviale, écoulement de surface) et la proportion dans laquelle les économies et les reports de prélèvement faits sur une de ces ressources peuvent influencer les autres et doit de ce fait être prise en compte dans l'estimation du débit nouveau à prélever en Loire"*. Logiquement, elle a refusé de se prononcer.

Les prélèvements actuels, dans le Cénomanien, sont estimés à 0,6 m³/s et les irrigants qui se disent intéressés par ce programme seraient une soixantaine ! Il est, en outre, précisé que le recours au Cénomanien sera maintenu en période estivale.



Vue aérienne de l'Authion canalisé
Crédit photo : J-P. Gislard

Qui plus est, aucune distinction n'est faite entre l'irrigation des cultures à forte valeur ajoutée comme les porte-graines, l'horticulture ou le maraîchage - dont les surfaces représentent 8000 ha - et celle destinée aux cultures fourragères alors que, par exemple, la surface pour le seul maïs grain est déjà estimée à 9000 ha. De même, aucune action n'est envisagée pour maîtriser les besoins d'irrigation, aussi bien du point de vue des techniques que des méthodes. L'eau est quasi-gratuite... exploitons-la !

L'argent public investi a fonds perdu

Bien entendu, l'Entente interdépartementale n'oublie pas de faire référence aux pertes d'eau par infiltration et évaporation, dès lors qu'elle permette de justifier une maximisation des besoins, donc des prélèvements en Loire. Mais elle le fait "à la louche", sans que l'étude exacte de ces pertes (commandée dès 2001 pour fin 2003 par le préfet de Maine-et-Loire, et jamais réalisée) ait été produite. Bref, refus d'étude des pertes d'eau, refus de prise en compte des économies d'eau potentielles... les règles d'or d'une mauvaise gestion de l'eau doivent continuer à être respectées!

Le pétitionnaire devait mettre en œuvre, avant décembre 2003, des prescriptions édictées par le préfet d'Indre-et-Loire pour améliorer usages et gestion de l'eau, maîtriser l'utilisation d'engrais et phytocides, reconstituer la ripisylve, etc. Aucune suite n'a été donnée, ce que déplorent unanimement la Mission déléguée de bassin, la MISE du Maine-et-Loire et le Pôle Eau de l'Indre-et-Loire.



Champ de fleurs destinées pour la récolte des graines (porte-graines)
Crédit photo : J-P. Gislard

Irrigation en val d'Authion

Ces travaux d'ampleur nécessitent une Déclaration d'Intérêt Général pour pouvoir justifier de larges subventions publiques : mis à part un coût global d'investissement estimé à 14 millions d'euros, toutes les pièces justificatives étaient étrangement inexistantes dans le dossier d'enquête publique ! Nous saurons par la presse, beaucoup plus tard, que la réalité serait proche de 17 millions d'euros (dont 4 millions à la charge du Conseil Général 49, et de copieux financements communautaires). Il est inquiétant que de tels fonds publics soient investis au profit d'acteurs économiques déresponsabilisés (les compteurs d'eau ne sont pas encore généralisés !), sans aucune transparence sur les conditions financières de leur utilisation ultérieure.



Fossé d'approvisionnement en eau d'irrigation
Crédit photo : J-P. Gislard

L'eau durablement gaspillée

Malgré ces carences soulignées lors de l'instruction par la Mission déléguée de Bassin et les services de police des eaux du Maine-et-Loire, malgré les argumentaires fournis des associations lors de l'enquête publique, le projet de l'Entente interdépartementale n'a connu aucune amélioration, même marginale. A quoi bon remettre le métier sur l'ouvrage, puisque l'autorisation préfectorale a été généreuse et rapide : pour preuve, une enquête publique terminée le 4 juin, une présentation en CDH le 29 juillet et un arrêté signé le 5 août 2004, agréant un prélèvement de 4,05 m³/s à terme (au lieu des 3,75 sollicités). L'Etat sait se mobiliser quand il le veut !

La gestion concertée de l'eau, dans le cadre du SAGE du val d'Authion, avance à une toute autre vitesse... Bien qu'approuvé par le Comité de bassin dès novembre 2003, son périmètre n'a fait l'objet d'un arrêté préfectoral... que fin janvier 2005. Le préfet de Maine-et-Loire commence tout juste les consultations pour constituer la commission locale de l'eau. Ce retard injustifié ne peut s'expliquer que par le désir d'imposer sans réflexion concertée ce projet.

De même, la nappe du Cénomani (qui concerne partiellement le val d'Authion) étant classée en Zone de Répartition des Eaux (Z.R.E.) depuis la publication du décret de septembre 2003, il est significatif d'observer que l'arrêté préfectoral déterminant la liste des communes concernées par cet aquifère se fait toujours attendre. Cette situation administrative fait obstacle à l'application rigoureuse de la police de l'eau sur cette ressource souterraine stratégique aujourd'hui largement pillée.

Une fois de plus, devant les pressions politiques et économiques, l'Etat a renoncé à toute régulation des usages : l'eau restera confisquée par l'irrigation non maîtrisée du val d'Authion !

Quel développement durable pour l'avenir ?

Ainsi a été traité, en 2004, sous la douceur angevine, un dossier majeur qui, de par l'importance des enjeux tant sociaux qu'économiques et environnementaux, nécessitait une étude non biaisée de la part du pétitionnaire... et une instruction rigoureuse par les services de l'Etat. Il n'en a rien été, car ce sont d'autres raisons qui ont finalement prévalu.

A carences exemplaires, réactions exceptionnelles des trois associations plus particulièrement intéressées : La Sauvegarde de l'Anjou (fédération départementale de protection de l'environnement en Maine-et-Loire), La Fédération départementale de Pêche et la Sauvegarde de Loire Angevine (membre du comité Loire Vivante) se sont unies pour déposer un recours commun devant le Tribunal Administratif. La suspension de l'arrêté préfectoral litigieux en référé administratif ayant été rejetée (comme de coutume), reste à espérer que les juges accepteront de statuer au fond avant que le projet ne soit concrétisé sur le terrain.

Non dégradation des milieux aquatiques, bon état écologique des eaux, récupération des coûts des services de l'eau sur les usagers, gestion équilibrée et durable de la ressource... A l'heure de l'application de la Directive Cadre sur l'eau, le défi reste manifestement une gageure irréaliste en certaines contrées françaises.

Jacques ZEIMERT
Président Sauvegarde de la Loire Angevine
Florence DENIER-PASQUIER
Vice-Présidente Sauvegarde de l'Anjou

Une redevance de collecte à 2 vitesses ?

Après les tractations interministérielles classiques puis une adoption par le gouvernement et enfin un passage au Conseil d'Etat, le nouveau projet va être examiné par les assemblées. Dans ce projet de loi, les redevances classiques font toujours partie de la panoplie des agences, d'autres sont créées et d'autres supprimées comme la redevance "azote". Mais dans tout cela, qu'advient-il du fameux Coefficient de collecte (C-C) ? Il faut se souvenir qu'il a été inventé pour financer les réseaux d'évacuation des eaux usées dans les agglomérations, il multiplie par un facteur situé entre 2 et 3 le montant de la redevance brute des particuliers. Grande injustice, le C-C n'est pas appliqué aux industriels raccordés. Ainsi à pollution identique rejetée, les industriels raccordés sur les réseaux d'assainissement urbain contribuent financièrement deux à trois fois moins, selon les agences, que le simple particulier.

Précisément, aujourd'hui avec le nouveau projet de loi, le C-C est supprimé. C'est une bonne nouvelle, il est remplacé par une **redevance pour réseaux de collecte**, assise sur les volumes d'eau rejetés dans les réseaux urbains. Moins bonne nouvelle, deux redevances de ce type sont créées, l'une pour les particuliers avec un taux plafond de 0,30 euro/m³, l'autre pour les industriels raccordés au taux plafond de 0,15 euro/m³. Déjà, pourquoi deux taux alors que techniquement rien ne le justifie. En plus le taux de la redevance de collecte des industriels raccordés ne pourra être supérieur à la moitié du taux de la redevance de collecte des particuliers. Cette disposition est scélérate, elle revient à lier ces deux redevances. Elle est contraire à la règle intelligente d'indépendance des taux, il ne sera pas possible de mettre un même taux pour les particuliers et industriels raccordés.

On comprend pourquoi en Loire Bretagne la bataille des industriels pour figer le C-C a été si rude. Il fallait au plus vite tuer l'idée de la suppression du C-C, pour pouvoir accréditer celle d'une redevance de collecte à deux vitesses qui ferait force de loi fin 2006 pour la construction des 9ème programme. Bravo les lobbies !

Dans le monde des écologistes, il est peu courant d'écrire sur des sujets aussi peu motivants que ces petites histoires d'argent. Sauf que dans les Comités de bassin et Conseils d'administration des agences, c'est la préoccupation majeure, et majoritaire, de ceux qui en sont les membres. C'est même une marque de fabrique qui trouve son origine dans la loi de 1964. L'affaire du C-C n'est jamais que le révélateur de l'état d'esprit de certains syndicats industriels, elle signifie aussi que l'on se moque du principe 'pollueur-payeur'.



La Romanche à Bourg d'Oisans (38) : restera-t-il des rivières sauvages en 2015 ?
Crédit photo : Jacques Pulou

Comment comprendre que pour les agriculteurs la redevance azote ait été supprimée alors qu'on sait que toute amélioration de la qualité de l'eau passe par leur action ?

Relever les défis que nous lancent l'Europe, mettre en œuvre la DCE et atteindre le **bon état écologique des cours d'eau en 2015**, ne peut être obtenu qu'en faisant régresser massivement la pollution agricole. Le seul levier dans cette affaire ne peut être que l'argent, tous les autres moyens ayant échoué :

► l'argent des redevances à condition que celles-ci soient suffisamment dissuasives !

► l'argent de la PAC à condition que les règles de l'éco-conditionnalité soient réellement respectées, facile à dire, plus difficile à croire !

► l'argent public, qui aide l'agriculture à un très haut niveau, et qui, à ce titre, doit conduire l'Etat à fixer et à faire appliquer les règles permettant la reconquête de la qualité des ressources en eau de notre pays.

Faire évoluer la composition des comités de bassin aurait été indispensable. Hélas cette nouvelle loi sur l'eau de 2005 ne le propose pas : logique, il faudra attendre 2025 et une nouvelle loi sur l'eau !

Bernard Rousseau
Administrateur de
l'Agence de l'eau Loire Bretagne